

**VÉRIFIER CONTRE LA
LIVRAISON**

**Déclaration de Mme Inas Miloud
Débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les
violences sexuelles dans les conflits
23 avril 2019**

Monsieur le Président, Excellences, collègues de la société civile, Mesdames et Messieurs,

Bonjour.

Je suis Inas Miloud. Mon peuple est celui des Amazighs, ou Berbères, et nous sommes les habitants autochtones de la Libye. Je suis née en 1990 et j'ai grandi à Yefren, une ville amazighe située dans les montagnes de Nafusa, à une centaine de kilomètres de Tripoli.

Depuis la révolution de 2011, je travaille avec des femmes et des filles autochtones victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi qu'avec des communautés migrantes et déplacées en Libye. Aujourd'hui, je représente non seulement mon peuple, les Amazighs, mais également toutes les femmes en Libye. Je parle en ma qualité de présidente du Mouvement des Femmes Tamazight, une organisation qui entreprend des recherches et mène des activités de plaidoyer sur les questions autochtones en Libye dans une perspective féministe intersectionnelle. Je parle également au nom du Groupe de travail des ONG sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

La semaine dernière, la Conférence nationale pour la paix soutenue par les Nations Unies devant mettre la Libye sur la voie de la démocratie et les élections a dû être reportée. Comme l'a souligné Ghassan Salame, Représentant Spécial des Nations Unies en Libye, « vous ne pouvez pas demander aux gens de prendre part à la conférence pendant les coups de feu et les frappes aériennes ».

Après plusieurs semaines d'assaut militaire par le général Khalifa Haftar contre Tripoli, alors que le nombre de décès de civils augmente, que de milliers fuient, et que la crise humanitaire s'aggrave, je pense à ma communauté : non seulement aux graves menaces auxquelles elle fait face, mais aussi à la réalité qu'elle a dû subir pendant des décennies sous le régime de Kadhafi. En 2011, nous sommes descendus dans la rue pour réclamer notre liberté, la fin de la répression et notre droit à la démocratie. Pourtant, huit ans après l'accord politique négocié par l'ONU, mon pays reste plongé dans la crise et nos espoirs de changement, anéantis. La recrudescence du conflit en 2014 a entraîné une augmentation des violences sexuelles et des menaces à la sécurité des femmes, notamment la torture sexuelle généralisée à l'égard des femmes et des hommes, en particulier des personnes déplacées, des communautés autochtones et autres minorités, et pour les femmes défendant les droits humains.

En 2018, nous avons rassemblé des centaines de récits de Libyens à travers le pays sur leurs expériences de violences sexuelles et basées sur le genre, qui touche principalement les femmes et les filles. La majorité des témoignages fournis à la fois par les hommes et les femmes décrivent un schéma commun de violence physique, de viol, de harcèlement sexuel, de violence verbale, d'enlèvements et de violence domestique.

Leurs récits mettent en évidence deux faits indiscutables. Premièrement, des normes rigides et patriarcales, amplifiées par la présence de groupes armés et la disponibilité généralisée des armes, sont la principale cause de la violence basée sur le genre et du manque de sécurité pour les femmes. Deuxièmement, la violence basée sur le genre existe sur un continuum allant des périodes de paix aux périodes de conflit, des espaces publics à la vie privée.

En dépit de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU, celles-ci continuent d'affluer sans contrôle dans le pays. En raison de leur disponibilité généralisée dans chaque foyer, la violence dégénère souvent en issue fatale. Les notions patriarcales d'honneur familial, associées à la crainte de représailles, garantissent que la violence domestique ainsi que la violence sexuelle et basée sur le genre sont rarement rapportées. Les femmes autochtones sont encore plus marginalisées en raison de la discrimination enracinée à l'encontre de nos communautés qui existe depuis des décennies.

Des centaines de femmes autochtones sont la cible de violences sexuelles et basées sur le genre simplement parce qu'elles appartiennent à des communautés telles que les Toubou, les Touareg et mon propre peuple, les Amazighs. En 2016, mon amie a été victime d'un viol en réunion par un groupe armé alors qu'elle se rendait de Tripoli vers les montagnes de Nafusa

avec son frère. Cinq hommes armés ont arrêté sa voiture, ont commencé à frapper son frère, puis à l'agresser. Ils lui ont dit que les femmes amazighes méritaient d'être violées.

J'en ai connu beaucoup d'autres, dans ma vie personnelle et également à travers mon travail, qui ont été victimes de violences basées sur le genre, et leurs récits restent entourés de silence. Le manque chronique de déclaration des cas du à la stigmatisation, la crainte de représailles et le manque de confiance dans le système judiciaire entretiennent l'impunité pour les auteurs de toutes les parties au conflit.

Pour de nombreuses personnes en Libye, le déplacement interne est devenu « une caractéristique permanente de la vie ». 48% du million de migrants internationaux en Libye sont des femmes. Privés des indispensables humains de base tels qu'un abri sûr, de la nourriture et des médicaments, les femmes, filles et garçons déplacés sont particulièrement exposés à la violence - ils sont enlevés, violés, souvent plusieurs fois - par différents auteurs, y compris par des groupes armés et des acteurs étatiques.

La violence sexuelle et basée sur le genre est perpétrée de manière à toucher les femmes et les hommes. Les hommes et les garçons sont ciblés, en particulier dans les centres de détention et les prisons. Dans les centres de détention libyens, une technique de torture couramment rapportée consiste à forcer les hommes à se tenir en cercle pour regarder le viol et parfois le meurtre de femmes. Les hommes qui bougent ou protestent sont battus ou tués. Dans la plupart des cas, il n'existe aucun service pour répondre aux besoins des femmes y ayant survécu, et encore moins pour les hommes. Une des caractéristiques de la violence dirigée contre les hommes et les garçons et une raison de sa stigmatisation est le profond enracinement d'hypothèses sur l'invulnérabilité masculine. La lutte contre les normes relatives aux sexes et attitudes nuisibles s'appliquant tant aux masculinités qu'aux féminités est donc essentielle pour s'attaquer aux causes profondes de la violence basée sur le genre et de la militarisation.

Monsieur le Président,

Comme pour beaucoup de Libyens, la révolution a changé ma vie. A travers la révolution, j'ai appris ce qu'être une militante signifie et pourquoi cela compte non seulement pour les autres femmes, ou mon propre peuple, les Tamazight, à qui des droits sociaux, culturels et politiques ont été refusés pendant des siècles, mais pour tous les Libyens.

Le travail des femmes défenseurs des droits humains reste essentiel tant pour la protection des droits fondamentaux humains que pour la paix et la sécurité en Libye, ainsi que pour fournir de services vitaux aux victimes de violences sexuelles et basée sur le genre, tels que de la nourriture, des soins médicaux et de l'aide psychologique. Cependant, les agressions à leur encontre continuent d'augmenter - plus de dix cas ont été répertoriés depuis 2017. La violence sexuelle et basée sur le genre est systématiquement utilisée pour intimider et réduire au silence les femmes militantes et les personnalités politiques. Les représailles pour notre activisme et la criminalisation de notre travail ont conduit à de graves restrictions à la liberté de circulation, de réunion et de parole. De nombreuses organisations féminines ont simplement cessé de travailler en raison de tels harcèlements et menaces.

Permettre aux femmes de participer pleinement à la vie publique en tant qu'activistes, politiciennes ou citoyennes ordinaires est une étape essentielle pour remettre en question les convictions profondément ancrées sur le rôle des hommes et des femmes - la participation est donc une condition nécessaire pour lutter efficacement contre la violence sexuelle et basée sur le genre envers tous les groupes.

Le processus de paix dirigé par la MANUL a largement et significativement exclu les femmes libyennes et les groupes autochtones. En conséquence, l'accord politique libyen de 2015 ne reflète pas de nombreuses questions cruciales, telles que l'égalité des sexes, la violence sexuelle et basée sur le genre, les déplacements, les restrictions à la liberté de circulation, en particulier des jeunes femmes, et la peur des représailles pour l'activisme en faveur des droits des femmes.

Lorsque le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est rendu en Libye au début du mois, alors que de nombreuses réunions se tenaient à huis clos, rien n'indiquait clairement que la société civile était invitée à participer.

Cela reflète un schéma plus général de désengagement entre les Libyens ordinaires et le processus de paix mené par l'ONU. Vous ne pouvez pas construire la paix sans instaurer un climat de confiance avec nos communautés et sans une consultation significative avec la société civile.

Monsieur le Président, la semaine dernière, la famille entière de mon cousin a été tuée lorsque leur maison a été détruite lors du récent bombardement à Tripoli. Ce n'est qu'un exemple des conséquences négatives de ce conflit sur les vies de civils. Alors que les bombes pleuvent sur Tripoli et que les affrontements se poursuivent à Alzizia et Zuwaya, les libyens ordinaires comptent maintenant sur le Conseil pour s'exprimer d'une voix unifiée et agir rapidement pour enrayer la crise actuelle et mettre la Libye sur la voie de la paix.

Nous appelons le Conseil de sécurité à :

- Exiger un cessez-le-feu et assurer que les civils sont protégés des attaques. Nous saluons les efforts récents déployés à cette fin et invitons tous les membres du Conseil à veiller au respect du droit international humanitaire.
- Arrêter la vente d'armes utilisées pour perpétuer la violence, y compris la violence sexuelle et basée sur le genre. Tous les États membres doivent respecter le droit international, y compris le traité sur le commerce des armes et appliquer l'embargo des Nations unies sur toutes les ventes d'armes à la Libye. Reconnaître l'impact différencié des armes selon le sexe. La réforme du secteur de sécurité et le désarmement, la démobilisation et la réintégration sont nécessaires de toute urgence.
- Enquêter sur toutes les allégations de violence sexuelle de manière rapide, impartiale et complète.
- Soutenir les survivants. Une approche centrée sur le survivant signifie à la fois garantir leurs droits et répondre à leurs besoins. En priorité, l'accès aux interventions vitales et aux soins médicaux après le viol, notamment des services complets de santé sexuelle et reproductive, la contraception d'urgence, l'option de services d'avortement médicalisé, ainsi que la prévention et le traitement du sida.
- Protéger les droits humains des réfugiés et des migrants conformément au droit international.
- Condamner publiquement les attaques et les menaces contre les défenseurs des droits humains, y compris les femmes défenseurs des droits humains, et développer des mesures de protection spécifiques en consultation avec elles afin de remédier à la violence à laquelle elles sont confrontées en raison de leur travail.
- Veiller à ce que tous les accords de paix tiennent compte des dimensions de genre, protègent et respectent les droits fondamentaux des femmes et des filles, en particulier en ce qui concerne la constitution, le système électoral, la police et le système judiciaire.
- Inclure de manière significative les femmes, les peuples autochtones et la jeunesse et veiller à ce qu'ils soient en mesure d'influencer de manière substantielle toutes les phases de la conférence nationale et des élections à venir. Ils doivent être inclus en tant que décideurs et pas seulement en tant qu'observateurs.

En conclusion, alors que nous approchons les vingt ans de l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, j'exhorte le Conseil à considérer la situation actuelle en Libye comme un test important de votre crédibilité en tant que communauté internationale et ce que signifient réellement des progrès de cet agenda pour les femmes, survivants et militants, et leurs communautés qui souffrent à travers le conflit. Amina Megheirbi, une compatriote libyenne de Benghazi défendant les droits humains, s'est assise à cette même place et a prononcé un discours lors de ce débat public de février 2012. Le fait que je vous transmette aujourd'hui les mêmes messages qu'elle devrait être un rappel brutal que les efforts de ce Conseil pour rétablir la paix en Libye n'ont pas été suffisants

Le régime de Kadhafi a non seulement réprimé mon peuple, les Amazighs, notre culture et notre mode de vie, mais a criminalisé le fait de parler la langue tamazight en public et a interdit son enseignement dans les écoles. Grandir en parlant une langue interdite a signifié apprendre à lutter pour ma propre liberté d'expression dès mon plus jeune âge. Ce n'est donc pas un mince exploit que je m'adresse à vous aujourd'hui. Que ces efforts ne soient pas vains.

Je vous remercie.